



Assemblée générale

Distr. générale
20 septembre 2017

Français seulement

Conseil des droits de l'homme

Trente-sixième session

11-29 septembre 2017

Point 9 de l'ordre du jour

**Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance
qui y est associée : suivi et application de la Déclaration et du
Programme d'action de Durban**

Exposé écrit* présenté par Agence pour les droits de l'homme, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[16 septembre 2017]

* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s) par l'/les organisation(s) non gouvernementale(s), sans avoir été revu par les services d'édition.

GE.17-16494 (F)



* 1 7 1 6 4 9 4 *

Merci de recycler



Stop au génocide au Myanmar*

La tragédie à laquelle nous assistons au Myanmar dépasse l'entendement. Sur la scène mondiale encore trop silencieuse, des moines bouddhistes extrémistes et l'armée birmane massacrent, torturent, violent, expatrient des civils démunis de tout, les plongeant dans une crise humanitaire sans précédent. Leur seul crime : ne pas être bouddhiste, et de plus, être musulman.

Depuis plusieurs années, un massacre ignominieux frappe la minorité musulmane des Rohingyas qui représente 4 % des 55 millions de Birmans à Myanmar. Les monstrueuses persécutions perpétrées par des moines bouddhistes extrémistes et par le nationalisme exacerbé de l'armée birmane constituent des actes de barbaries à l'égard de ce peuple considéré le plus persécuté au monde par l'ONU, et ce déjà en 2012.

Le nettoyage ethnique en œuvre a déjà jeté plus de 125 000 Rohingyas sur les routes du Bangladesh afin d'y trouver refuge. Un rapport publié le 22 avril 2013 par Human Rights Watch dénonçait des crimes contre l'humanité dans le cadre d'un nettoyage ethnique commis par les autorités birmanes.

Les autorités ont pris part à la destruction de mosquées, ont lancé des vagues d'arrestations violentes, ont bloqué l'accès des organismes d'aide humanitaire aux civils déplacés. En plus des massacres, des actes de tortures et des viols collectifs subis par ce groupe dans des villages rasés par des émeutes ont été recensés, et des politiques de discriminations se poursuivent les empêchant de travailler, de se marier, d'étudier, etc.

Expropriés, privés de soins, leurs terres extorquées, leur patrimoine culturel détruit, ils se retrouvent confinés dans des camps s'entassant les uns sur les autres ou reclus dans leurs villages sous contrôle policier, et vivant dans une extrême pauvreté.

Amnesty International qualifie les actions menées par l'armée birmane de « punition collective » contre la population Rohingya.

Des quartiers éventrés, des mosquées parties en fumée, et des corps gisant à même le sol, tels sont les sévices infligés à cette minorité qui est victime de véritables pogroms perpétrés par des civils bouddhistes fanatisés par des moines extrémistes qui tirent profit du racisme existant au sein de la population.

Devant cet horrible génocide, le monde, les superpuissances et les armées de tous les états restent inertes. Même le gouvernement de Aung San Suu Kyi, grande figure de la lutte pour les droits de l'homme qui a pourtant reçu le prix Nobel de la Paix, est restée silencieuse depuis le début de la crise, comportement qui évoque les « tactiques courantes utilisées en temps de dictature consistant à faire la politique de l'autruche » selon Thomas MacManus, chercheur à l'International State Crime Initiative.

Nous demandons au Conseil des Droits de l'Homme et à la communauté internationale de soutenir la minorité des Rohingyas face à ce génocide commis par des extrémistes. Nous souhaitons également que les gouvernements européens ne plus rester silencieux, faisant une action sérieuse contre les bouddhistes extrémistes et l'armée birmane qui n'hésitent même pas à massacrer les femmes et enfants de la minorité.

Justice-Sans-Frontières-Bruxelles
Agence pour les Droits de l'Homme- Genève

*Justice-Sans-Frontières-Bruxelles, une ONG sans statut consultatif partage également les opinions exprimées dans cet exposé.